

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

20/02/2026

Trump a tenu la première réunion du « Conseil américain pour la paix » consacré à Gaza

Le président américain Trump a présidé, le 19/02/2026 à Washington, la première réunion de l'instance appelée « Conseil pour la paix » consacrée à Gaza. Environ 49 pays ont participé à cette réunion. Dans son discours d'ouverture, Trump a déclaré : « *Gaza n'est plus un foyer d'extrémisme et de terrorisme.* » Autrement dit, il prétend que l'Amérique, après avoir empêché tout État de la région d'apporter son soutien, aurait infligé une défaite aux moudjahidines musulmans de Gaza.

Son envoyé spécial Witkoff a également salué le rôle de l'Amérique et du président Trump dans la libération des otages juifs à Gaza.

Nikolay Mladenov, nommé par Trump directeur exécutif du Conseil pour la paix, a indiqué qu'ils se concentreraient sur le désarmement de Gaza et a déclaré : « *Nous n'avons pas d'autre choix que de désarmer Gaza.* »

Du point de vue du Conseil de Trump, la question centrale est l'élimination totale des armes encore détenues par les moudjahidines à Gaza. Cela constitue également l'un des objectifs de l'entité sioniste. En effet, le Premier ministre de cette entité, Netanyahu, a déclaré : « *Il ne reste plus d'armes lourdes entre les mains du Hamas à Gaza ; cependant, il reste des fusils Kalachnikov, des roquettes antichars et des mortiers, et ceux-ci doivent être remis.* » Autrement dit, il est exigé qu'aucune arme susceptible de menacer l'entité sioniste ne subsiste, pas même une arme individuelle.

Parallèlement, l'entité sioniste poursuit ses attaques contre Gaza : elle tue des enfants, des femmes et des personnes âgées, et détruit des habitations. Elle le fait avec le soutien du « protecteur de la paix » américain et des alliés de Trump dans les terres d'Islam, qui ont rejoint son Conseil de la paix, parmi lesquels figurent l'Égypte, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, le Pakistan et l'Indonésie.

De même, l'entité sioniste opère dans le sud de la Syrie, en avançant jusqu'aux abords de la capitale Damas. Elle a occupé cette zone avec le feu vert de l'Amérique et en a fait une zone tampon « sécurisée » et démilitarisée. Quant aux nouveaux dirigeants syriens, ils ont fait preuve de mollesse face à l'entité sioniste ; ils ont même conclu avec elle un accord prévoyant l'établissement d'une cellule commune, afin de garantir, sur leur propre territoire, les objectifs des Juifs. La même situation se produit au Sud du Liban, où la structure soutenue par l'Iran s'est soumise.

Ainsi, pour l'Amérique, la « paix » signifie garantir sa domination et son influence, et protéger l'entité sioniste — sa force de frappe — sur laquelle elle s'appuie pour intervenir dans la région.

L'Amérique menace de frapper l'Iran après le deuxième cycle de négociations

Le deuxième cycle de négociations entre l'Amérique et l'Iran au sujet du programme nucléaire iranien s'est tenu à Genève le 17/02/2026.

Le président américain Trump a annoncé qu'il participerait à distance aux négociations et a déclaré : « *Je participerai indirectement à ces négociations (avec l'Iran). Ce sera extrêmement important. Nous verrons ce qui peut se passer. Comme toujours, l'Iran est un négociateur extrêmement coriace.* » (CNN, 16/02/2026)

Cette déclaration souligne l'importance de ce cycle. Il est même possible qu'il soit décisif et que, si l'Iran ne répond pas aux conditions américaines, le président américain prenne, après ce cycle, une décision de guerre ou de paix.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghtchi, a déclaré le 17/02/2026 à la télévision iranienne, au sujet des pourparlers qu'il a présidés à la tête de la délégation de son pays : « *Par rapport au cycle précédent, nous avons mené des discussions plus sérieuses. L'atmosphère était constructive. Différentes idées ont été avancées et nous les avons examinées sérieusement. Les parties se sont accordées sur des principes communs sur lesquels elles s'appuieront pour la rédaction éventuelle d'un texte d'accord. Cependant, le fait de s'être entendus sur ces principes ne signifie pas qu'un accord sera nécessairement conclu prochainement ; au contraire, cela montre que le processus en vue de sa conclusion a commencé... Nous avons désormais une feuille de route claire, mais sur certains points, des divergences sérieuses persistent encore entre Washington et nous.* »

Reuters a rapporté le 18/02/2026 les propos suivants d'un responsable américain ayant requis l'anonymat : « *Des progrès ont été réalisés ; toutefois, de nombreux détails doivent encore être discutés. La partie iranienne a confirmé qu'elle reviendrait, au cours des deux prochaines semaines, avec des propositions détaillées visant à combler certaines lacunes dans nos positions actuelles.* »

Cependant, l'Amérique renforce sa présence militaire dans la région en vue d'une éventuelle attaque contre l'Iran. Selon CBS News (19/02/2026) : « *Des responsables de haut niveau de la sécurité nationale ont informé le président Trump que l'armée était prête, à partir du samedi 21/02/2026, à mener d'éventuelles frappes contre l'Iran. Toutefois, Trump n'a pas encore pris de décision finale quant au lancement d'une attaque ; les consultations se poursuivent et plusieurs options restent ouvertes.* »

Les conditions de l'Amérique — ainsi que de l'entité sioniste — sont les suivantes :

Premièrement, l'arrêt des activités d'enrichissement d'uranium dans le programme nucléaire iranien et la mise du programme en situation de dépendance extérieure ; ainsi que la remise d'un stock d'environ 400 kilogrammes d'uranium enrichi à 60 %, afin de prévenir toute possibilité de production d'arme nucléaire.

Deuxièmement, imposer des limitations à la portée des missiles et détruire ceux dont la portée permet d'atteindre l'entité sioniste.

Troisièmement, mettre fin au soutien que l'Iran apporte aux groupes situés en dehors de ses frontières.

L'Iran rejette ces conditions, soutient que son programme nucléaire est pacifique, et affirme ne pas vouloir négocier au sujet de son programme balistique.

L'Amérique veut réduire la puissance militaire de l'Iran afin qu'il ne puisse plus menacer l'entité sioniste, qui constitue sa base centrale dans la région. En effet, le rôle régional de l'Iran a été rétréci : il a été écarté de Syrie, sa présence au Liban, en Irak et au Yémen a été affaiblie, et le dossier yéménite a été confié à l'Arabie saoudite. Les pays du Golfe s'étant eux aussi soumis à l'Amérique, celle-ci n'a plus besoin que l'Iran les intimide.

C'est pourquoi l'Amérique veut transformer l'Iran en un État régional ordinaire, qui lui soit soumis et soit privé des moyens de menacer l'entité sioniste — ou tout autre État que l'Amérique ne veut pas voir menacé.

Turquie : Nous continuons à soutenir les opérations de « lutte contre le terrorisme » menées par l'armée somalienne

Le porte-parole du ministère turc de la Défense, Zeki Aktürk, a déclaré le 19/02/2026, en réponse aux questions des journalistes sur le rôle des forces armées turques en Somalie :

« Dans le cadre de la contribution de la Turquie à la stabilité internationale, nos activités de formation et de conseil visant à assurer la sécurité et la stabilité en Somalie se poursuivent et s'intensifient... Nous continuons à fournir le plus haut niveau de soutien possible aux opérations de lutte contre le terrorisme menées par l'armée somalienne. » (Agence Anadolu)

Selon les informations rapportées, la Turquie dispose d'environ 2 500 militaires en Somalie, et ce nombre devrait être porté à 5 000 afin de lutter contre le Mouvement des moudjahidines Ach-Chabab (Al-Shabab).

En 2006, lorsque l'Union des Tribunaux islamiques (UTI) a pris le pouvoir et a commencé à appliquer l'Islam, l'Amérique a agi pour renverser ce gouvernement. Elle a bombardé les moudjahidines musulmans depuis les airs et a ordonné à ses États affiliés — l'Éthiopie et l'Ouganda — d'envoyer des forces terrestres. Ainsi, en l'espace de six mois, le régime des Tribunaux islamiques a été renversé.

À la suite de cela, le Mouvement des jeunes moudjahidines (Ach-Chabab / Al-Shabab) est apparu pour lutter contre le nouveau système mis en place. Ce mouvement a combattu le régime instauré par l'Amérique en Somalie, ainsi que les forces éthiopiennes et ougandaises, lesquelles ont finalement été contraintes de se retirer du pays.

Par la suite, afin de préserver les éléments servant ses intérêts, d'empêcher l'effondrement du régime laïque et de bloquer l'établissement d'un pouvoir islamique en Somalie, l'Amérique a incité la Turquie à fournir une aide et à déployer des forces militaires. Tout cela est mené sous les slogans de « lutte contre le terrorisme » et de « contribution à la stabilité internationale », alors qu'il s'agit en réalité de protéger les régimes inféodés à l'Amérique et d'empêcher le retour de l'Islam au pouvoir.

De la même manière, le régime laïque en Turquie a assumé un rôle similaire en Syrie après la fuite de Bachar al-Assad, afin d'empêcher le retour de l'Islam au pouvoir. C'est pourquoi Trump a déclaré qu'il aimait Erdoğan et qu'Erdoğan l'aimait également, ajoutant qu'Erdoğan accomplissait de grandes missions au nom de l'Amérique.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur